

programme d'indépendance dépend en partie de ce que nous ferons pour accroître notre efficacité, notre productivité et nos économies. Un de nos grands sujets de préoccupation devrait être,—j'espère avoir le temps d'en parler plus tard,—d'empêcher nos prix et nos frais de production de monter au point de nous fermer les marchés d'exportation et de favoriser chez nous la concurrence des marchandises étrangères.

Le présent budget, ayant d'abord cherché à favoriser l'épargne chez les Canadiens, formule des propositions tendant à abolir les encouragements qui attirent les capitaux étrangers. Pour ma part, je me suis réjoui de voir le ministre des Finances répliquer avec autant de lucidité et de vigueur à ceux qui semblent affirmer que le Canada peut se passer des capitaux étrangers. Au stade actuel de notre développement, c'est tout simplement faux, et tenter d'interdire l'entrée de capitaux étrangers au Canada, ce serait aller au devant de graves difficultés économiques.

Par quelque étrange déformation que je n'arrive pas à m'expliquer, certains ont dit que le présent budget et, en particulier, les propositions relatives aux impôts de rétention et aux impôts sur les succursales, sont anti-américaines. Peut-on aller plus loin dans la prétention et le ridicule? Le présent budget, comme le gouvernement, est pro-canadien. Il n'est contre personne. Il n'y a, je le répète, rien d'hostile ni d'injuste dans ces propositions. Elles sont modérées et raisonnables. Elles sont conçues en fonction des besoins de l'heure.

Tant que l'épargne des Canadiens ne suffira pas à fournir tous les capitaux nécessaires à la mise en valeur de nos ressources naturelles et à l'expansion de nos industries secondaires et de transformation,—et ce jour n'est pas encore arrivé,—nous aurons besoin au Canada de capitaux étrangers. Toute politique contraire à l'afflux de capitaux étrangers serait non seulement imprévoyante mais accentuerait le déséquilibre de l'économie. Tant que nous administrerons nos affaires financières de façon à mériter la confiance de l'étranger, nous pouvons nous attendre à ce que les étrangers cherchent à faire des placements profitables au Canada. Et comme l'a mentionné le ministre des Finances, on ne peut pas en régler l'afflux comme avec un robinet. Nous pouvons renforcer peu à peu notre position, et amoindrir notre dépendance vis-à-vis l'étranger; c'est un des objectifs du présent budget qui a des objets immédiats et des objets à longue échéance. Il a eu des répercussions immédiates, par exemple en ce qui regarde notre situation sur le marché des devises.

Au début de ces observations à l'égard des modifications fiscales, j'ai dit qu'un des

[M. Bell (Carleton).]

objectifs du budget était de freiner les pressions inflationnistes. Au cœur du programme du gouvernement actuel, on trouvait, dès le début, le souci d'enrayer l'inflation. La lutte a été dure, et elle n'est pas finie. De la vigilance et des programmes budgétaires et monétaires souples et rationnels: voilà ce qu'il faut pour que la bataille reste gagnée.

Le péril de la hausse des prix de revient est lié à l'inflation. Le Canada est le cinquième pays commerçant du monde, et il écoule un cinquième de sa production sur les marchés extérieurs; il ne peut donc isoler son économie du reste du monde. Par l'efficacité, par la productivité, par tous les moyens possibles, les producteurs canadiens doivent comprimer leurs frais, sans quoi nos prix finiront fatalement par nous exclure des marchés mondiaux. Dans cette éventualité, nous risquerions même de perdre notre marché domestique. Tout Canadien a un intérêt direct et immédiat à empêcher la perte de marchés que provoquerait la hausse des frais de production.

Voilà les objectifs, les buts du budget à l'étude. Je l'ai dit tantôt, les propositions législatives prévues dans le discours du trône et renfermées dans ce budget sont un programme d'action cohérent et complet et, prises dans leur ensemble, constituent l'attaque la plus massive jamais lancée par un gouvernement canadien pour remédier au chômage et réaliser une économie équilibrée.

Un mot maintenant des propositions tarifaires. Depuis quelques mois, les honorables vis-à-vis se sont constamment opposés au programme d'échanges de notre gouvernement et, de façon exagérée, les journaux de l'Ouest qui leur sont sympathiques ont cherché à le mal interpréter et à le déprécier. Le programme universel du libéralisme en matière d'échanges et de douanes a toujours visé à jouer sur tous les tableaux à la fois, tant au sens propre qu'au figuré.

Ce budget cherche à redonner aux marchandises «d'une classe ou d'une espèce fabriquées au Canada» la position qu'elles occupaient dans le passé et à raffermir cette position qui s'est détériorée petit à petit ces dernières années. J'espère bien que mes honorables vis-à-vis ne désavoueront pas Sir Wilfrid Laurier et l'honorable M. Fielding sous l'égide de qui le principe de la «classe ou de l'espèce fabriquée au Canada» a été élaboré. Mais ils ont encouragé les journaux de la chaîne Sifton, dans l'Ouest, à parler à ce propos de protectionnisme à outrance. J'ai ici quelques-uns de leurs éditoriaux si ridicules et si remplis de préventions. Mes honorables amis encouragent les journaux Sifton à qualifier ce principe d'ultra-protectionniste, alors même que le père des entreprises Sifton, Sir